Il reste peu de temps si nous voulons vivre

01/09/2010 à 19h43
Tribune libre de *Paysan Savoyard*

La France (et l'Europe) sont en train d'être envahies par des populations d'origine étrangère, maghrébines et africaines en particulier. Si l'immigration, légale et clandestine, n'est pas interrompue d'urgence et si une partie des immigrés déjà présents ne sont pas reconduits, nous allons devenir, nous les Français de souche européenne, minoritaires dans notre propre pays et notre civilisation, la civilisation européenne, va disparaître.



En l'absence de données officielles, on peut estimer le nombre des personnes originaires de l'immigration non européenne qui sont installées en métropole a au moins 12 millions. Ce nombre augmente chaque année d'environ 400 000 (le nombre des entrées légales s'élève à 160 000, chiffre officiel, celui des entrées clandestines peut être évalué à au moins 30 000, celui des naissances issues de l'immigration à 250 000 et à 60 000 celui des

départs et décès, qui viennent en déduction). A ce rythme, la population de souche européenne sera minoritaire d'ici la fin du siècle (probablement dès 2050 chez les moins de 50 ans).

Cette immigration de peuplement massive constitue un bouleversement d'ampleur historique. Contrairement à ce qu'affirment les immigrationnistes, la France en effet n'a pas toujours été, tant s'en faut, un pays d'immigration. Le phénomène migratoire ne date que du milieu du 19e siècle. Jusque-là – et pendant mille ans – la France n'avait connu ni invasion réussie ni immigration et sa population était restée homogène. Ce dernier élément est déterminant : jusqu'aux années 1960, l'immigration reste européenne ; elle n'est extra européenne que depuis seulement… 50 ans.

Si rien n'est fait, l'ampleur des flux migratoires va faire disparaître notre civilisation. Nos règles de vie en société seront bouleversées (c'est ainsi que la discrimination positive, par exemple, vient d'ores et déjà contrevenir au principe d'égalité). Confrontés à l'afflux de populations qui manifestent d'importants besoins sociaux et contribuent peu à leur financement, nos services publics et nos systèmes sociaux, déjà fragilisés, seront mis en faillite. Les villes et leurs périphéries iront en se tiers-mondisant (ainsi que l'illustre déjà la multiplication des campements illégaux de nomades). L'invasion migratoire va se traduire également par une augmentation continue de la délinquance, de la violence, des incivilités. En butte à l'état d'esprit et au comportement agressif et hostile d'une partie croissante de la population immigrée (dont témoignent par exemple les clips et les textes de Rap), les Français de souche européenne devront de façon toujours plus fréquente éviter certains lieux, certains trajets, certains horaires, et, sur le qui-vive, passer leur chemin en baissant les yeux.

Il se trouve que l'immigration est acceptée, justifiée, encouragée et organisée par la classe dirigeante française (et

européenne). Tous les gouvernements de la cinquième république ont voulu et mis en oeuvre cette immigration non européenne massive. A l'exception du parti « national », tous les partis politiques, de gauche, de droite, du centre, de l'extrême-gauche et de l'écologie, sont favorables à la poursuite de l'immigration légale (ou la considèrent du moins comme inévitable). C'est ainsi qu'en 2007 encore, M. Sarkozy mettait à son programme une reprise de l'immigration de travail, souhaitant que cette immigration « choisie » vienne occuper une place plus importante que l'immigration (familiale) « subie ». De fait le nombre des entrées légales d'immigrés non européens est encore plus élevé depuis que M. Sarkozy est ministre et président (ce nombre qui, selon l'Institut national d'études démographiques, était de 94 000 par an en moyenne de 1994 à 2001 est passé depuis 2002 à 162 000 par an en moyenne).

Une controverse animée entre la gauche et la droite sur la question de l'immigration est certes alimentée de façon permanente : mais il ne s'agit que d'un simulacre. Le débat en effet ne porte jamais que sur des questions marginales (la burka, les tests ADN, les minarets, la reconduite médiatisée de quelques clandestins…). Sa virulence même est destinée à dissimuler le fait que la classe dirigeante, toutes tendances confondues, a bien l'intention de poursuivre la même politique migratoire. L'autre objectif de ce pseudo débat en forme de jeu-de-rôles est d'aboutir à ce que la question centrale – faut-il ou non interrompre l'immigration et reconduire une partie des immigrés ? – ne soit jamais discutée ni même posée.

Jusqu'à présent, la majorité de l'électorat apporte ses suffrages à ces partis immigrationnistes. Les motivations des partisans de l'immigration sont doubles. Les actionnaires et dirigeants des entreprises voient dans l'immigration un moyen de comprimer les salaires et d'exercer une pression à la baisse sur les conditions d'emploi et de travail. Les autres électeurs favorables à l'immigration et à la cause des

immigrés sont mus par des considérations idéologiques : choix de l'universalisme ; mauvaise conscience larvée à l'égard des « pauvres » ; préférence maladive pour « l'Autre » ; haine de la société occidentale (il est à noter cependant que la plupart des Français favorables à l'immigration et à la cause des immigrés, semblant ne pas craindre d'être accusés d'hypocrisie, s'arrangent le plus souvent pour habiter et scolariser leurs enfants là où ces immigrés restent rares).

Relevons au passage que la classe dirigeante et les universalistes sont également favorables – pour les mêmes motifs : intérêt des employeurs et idéologie universaliste – à la mondialisation économique (libérale pour les uns, altermondialiste pour les autres). La décision de réduire fortement les barrières douanières et de libérer les mouvements de capitaux s'est traduite, comme on le sait, par la destruction et la délocalisation d'une grande partie des emplois industriels : des régions françaises entières sont ainsi depuis plus de deux décennies confrontées au chômage de masse. Là encore, seul le parti « national » se déclare opposé à la mondialisation et favorable à un protectionnisme européen.

En menant à marche forcée une politique d'immigration massive, qui s'apparente à un processus sans précédent historique de « remplacement de population », la classe dirigeante française (et européenne) se place en quelque sorte en situation de haute trahison. Elle ne s'en tient pas là. Les immigrationnistes, multiculturalistes et autres métissophiles sont en train d'installer un régime de nature totalitaire : les données chiffrées concernant l'immigration sont dissimulées à l'opinion ou manipulées ; l'ensemble des moyens de communication sont mobilisés pour alimenter une propagande de tous les instants ; une novlangue immigrationniste a été inventée afin de travestir la réalité (« les jeunes » ; « les quartiers populaires » ; « le vivre ensemble »…) ; la Halde et différents autres organismes constituent les embryons d'une

forme de police politique chaque jour plus entreprenante ; les dissidents sont écartés des médias, insultés, pénalement poursuivis et menacés d'interdiction.

L'arrêt de l'immigration suppose la mise en oeuvre des principales mesures suivantes : modification de la loi et de la constitution pour mettre fin aux migrations familiales ; modification de la loi pour réserver l'attribution de la nationalité française aux descendants de Français (« droit du sang ») ; arrêt de la délivrance de visas dans les pays d'émigration ; reconduite des clandestins ; déchéance de la nationalité et reconduite des délinquants d'origine étrangère. Soulignons que ces mesures peuvent tout à fait être prises dans le respect des droits fondamentaux de la personne humaine, même si elles supposent le maintien de l'ordre et si nécessaire l'usage de la force publique (l'un et l'autre légitimes dès lors qu'une telle politique résulterait de la volonté exprimée par la majorité des Français).

L'immigration est une mauvaise chose en soi. Elle ne sert pas le développement des pays « pauvres », auxquels il appartient, en comptant avant tout sur leurs forces propres, de trouver les voies d'une évolution conforme à leurs valeurs et à leurs cultures. Elle déstabilise les pays d'accueil et revient *de facto* à exproprier les populations légitimes et à les spolier de leur legs. La France et l'Europe appartiennent à ceux dont les ancêtres en ont travaillé la terre, l'ont défendue, y sont morts. L'oublier revient à trahir les voeux de ceux à qui nous devons d'être ce que nous sommes, à défaire les liens charnels nés du temps, à rompre les chaînes sacrées des générations et des héritages. Ce point nous paraît fondamental : seules les sociétés ethniquement et culturellement homogènes peuvent espérer connaître une paix civile durable. Les sociétés hétérogènes, multiculturelles et métissées, au contraire, sont vouées tôt ou tard à la haine, aux conflits civils et aux tentatives d'élimination des communautés les plus faibles.

Tandis que partout dans le monde, les nationalismes se

renforcent, les appartenances s’affirment, les identités s’exacerbent, les Européens sont les seuls à faire le choix de l’universalisme. Il s’agit là, nous semble-t-il, d’une erreur historique qui, si elle n’est pas d’urgence corrigée, nous conduira à être marginalisés en tant que peuple et à disparaître en tant que civilisation. Si nous voulons pouvoir conjurer cette issue, le temps désormais nous est, de toute évidence, chichement compté.

Note de Paysan Savoyard : Le présent texte se veut un essai de synthèse de différentes tribunes parues précédemment, dans lesquelles on trouvera notamment les sources des données chiffrées cités ici.